

#pasdevague : contre la surenchère sécuritaire, nos revendications

L'EXPRESSION D'UNE SOUFFRANCE AU TRAVAIL

La diffusion samedi 20 octobre d'une vidéo montrant une collègue de l'académie de Créteil braquée avec une arme factice a été suivie par la multiplication, sur twitter, de messages accompagnés du hashtag #pasdevague, jusqu'à atteindre 35 000 messages. La teneur de ces messages est régulièrement la même : les enseignant-e-s y racontent des incidents vécus avec des élèves, et l'inaction, le déni voire la culpabilisation de la hiérarchie face à leur souffrance. Cette expression de la souffrance au travail a immédiatement trouvé une caisse de résonance médiatique très forte. Et force est de constater que, malheureusement, les soutiens auto-proclamés à #pasdevague se trouvent largement du côté des forces les plus réactionnaires. La droite et l'extrême-droite s'en sont aussitôt emparées. Le ministère a également aussitôt récupéré la souffrance au travail des collègues pour sombrer dans la surenchère sécuritaire et réactionnaire.

LA RÉPONSE : UNE SURENCHÈRE SÉCURITAIRE

La réponse du ministère, dans le cadre des mesures de lutte contre la violence à l'école présentées le 30 octobre, est exclusivement du côté de la surenchère sécuritaire et réactionnaire :

- ⇒ présence de policier-e-s dans les écoles : nous dénonçons cette vision carcérale et punitive de l'école.
- ⇒ simplification des conseils de discipline : nous refusons la mise en place d'une justice expéditive qui ne résoudra en rien la gestion inepte des incidents par les chef-fe-s d'établissement
- ⇒ création d'un nouveau type d'établissement pour poly-exclus : cette mauvaise idée a déjà existé durant le mandat Sarkozy
- ⇒ mise en place d'un registre pour les incidents : en réalité le registre santé et sécurité au travail (RSST) existe déjà. Sauf que l'administration, lorsqu'elle daigne le mettre en place dans les écoles et établissements, n'y apporte pas de réponse satisfaisante.



LE GOUVERNEMENT ENVISAGE LA PRÉSENCE DE POLICIERS DANS LES ÉCOLES.

Fédération SUD éducation

31 rue de la Grange aux belles 75010 Paris

fede@sudeducation.org

@SUD_education @Sudeducationfederation

éducation
Sud
Solidaires

NOTRE ANALYSE :

UNE RÉPONSE SCANDALEUSE ET INACCEPTABLE

SUD éducation dénonce fermement et sans ambiguïté ces mesures rétrogrades. Le ministère exploite la souffrance au travail des enseignant-e-s pour donner des gages aux franges les plus réactionnaires de la société. La solution ne viendra certainement pas d'une approche sécuritaire et répressive mais de réels moyens pour l'éducation : création massive de postes, baisse généralisée du nombre d'élèves par classe et la fin de la précarité. À l'heure de #pasdevague, SUD éducation porte haut et fort ses revendications pour l'amélioration des conditions de travail des enseignant-e-s et d'études des élèves et pour une école égalitaire et émancipatrice.

LES REVENDICATIONS DE SUD ÉDUCATION

- 1 - LA TITULARISATION IMMÉDIATE ET SANS CONDITION DES PRÉCAIRES
- 2 - LA CRÉATION DE TOUS LES POSTES NÉCESSAIRES
- 3 - LA DIMINUTION DES EFFECTIFS PAR CLASSE
- 4 - UNE FORMATION INITIALE ET CONTINUE ADAPTÉE POUR TOUS LES PERSONNELS
- 5 - UN RASED COMPLET PAR GROUPE SCOLAIRE ET UN-E ENSEIGNANT-E SUPPLÉMENTAIRE POUR CINQ CLASSES DANS LE 1ER DEGRÉ
- 6 - LA CRÉATION D'UNE MÉDECINE DE PRÉVENTION DIGNE DE CE NOM
- 7 - LA MISE EN PLACE ET UN RÉEL SUIVI DES REGISTRES DE SANTÉ ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL
- 8 - LA TRANSFORMATION DES COMMISSIONS D'HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DANS LES EPLE EN VÉRITABLES CHSCT ET LA CRÉATION DE CHSCT DE CIRCONSCRIPTIONS DANS LE 1ER DEGRÉ ET DANS LES SERVICES DE 50 AGENT-E-S.



**LE 12 NOVEMBRE
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE**

**ET DU 29 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE ON
VOTE POUR RENFORCER SUD ÉDUCATION**

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2018 DU 29 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE

